

mistice. Quel armistice ? Exactement celui que Laniel a présenté le 8 avril 1954 à l'Assemblée Nationale. Laniel avait déclaré qu'il exigeait la division en deux du Vietnam, l'évacuation des forces de l'Armée démocratique du Vietnam, des zones du Sud et du Centre... A ce moment-là, les conditions de Laniel furent considérées comme l'ultimatum d'un vainqueur (Laniel) à un vaincu (le Vietminh) alors que c'était exactement le contraire. Or, c'est cela que Mendès-France a obtenu à Genève. De l'avis de tous les experts militaires, à très brefs délais, les armées de la R.D.V.N. étaient maîtresses de tout le pays. Mendès-France a bien travaillé pour les colonialistes. Il a donné ce qui était déjà perdu. Il a conservé ce qu'il allait perdre. Enfin, et surtout, une ligne de démarcation divise le pays au moins pour deux ans... Quel sera le résultat ? Voyez la Corée. La paix de Mendès-France porte en elles les germes d'une nouvelle guerre... Les impérialistes américains vont accélérer leur intervention directe dans les affaires du Vietnam. Ils vont profiter de la présence du corps expéditionnaire français pour s'implanter ouvertement dans le Sud Vietnam, au Cambodge, et au Laos, par leurs méthodes habituelles : main mise financière, économique, militaire, politique, sur chacun des trois pays. Bien entendu, ils ne s'inquiéteront en rien des accords de Genève. L'Indochine va être leur base militaire dans le Sud Est asiatique... L'Indochine, divisée comme la Corée, comme l'Allemagne, va être germe de guerre en même temps qu'enjeu de marchandages diplomatiques. »

Un deuxième enseignement peut être tiré des accords de Genève sur la signification de la politique de coexistence pacifique prônée par le mouvement communiste.

Le déroulement des négociations montre que, pour éviter un affrontement direct avec les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine ont incité les représentants du Vietminh à modérer leurs exigences. Le *Times* du 25 juillet 1954 écrivait : « des membres de la délégation vietminh ont ouvertement déclaré que la pression du premier ministre chinois Chou En Lai et du ministre des Affaires Etrangères soviétique, V.M. Molotov, a forcé leur pays à accepter moins que ce qu'ils auraient pu obtenir ici ».

L'Union soviétique était désireuse d'éviter l'intervention américaine et de ménager le gouvernement français en pensant toujours à la partie qui lui restait à livrer en Europe contre la C.E.D. Elle avait intérêt à trouver un compromis qui ne soit pas trop déshonorant pour la France espérant ainsi que le Gouvernement français prendrait une position sur la C.E.D. conforme à ses vœux. Elle ne pouvait ignorer qu'elle perdrait toute chance de voir sa politique triompher si elle se montrait systématiquement négative à propos de l'Indochine, si elle appuyait des exigences « inadmissibles et déshonorantes » de ses alliés asiatiques.

Quant à la Chine, bien qu'elle ne jouât pas le rôle essentiel de l'Union soviétique lors des négociations, elle avait intérêt, elle aussi, à trouver une solution de compromis, afin de pouvoir en toute sécurité développer son économie.

Les Vietnamiens finiront, avec certaines réticences par s'aligner sur les positions de Pékin et de Moscou.

La conférence de Genève représente une étape importante dans la détente internationale. Elle révèle, de la part des deux Grands du camp socialiste, le souci prioritaire d'assurer la sécu-

rité de leur propre Etat, en essayant de parvenir à un statu quo entre le camp socialiste et le camp capitaliste. Cette Conférence a montré comment la politique de coexistence pacifique a, pour conséquence, de privilégier les intérêts des deux grands Etats socialistes sur ceux des forces révolutionnaires anticolonialistes.